

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TONNELIER Roger

Keregasse
22580 PLOUHA

Code AIOT : 0005509271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement TONNELIER Roger implanté Keregasse 22580 PLOUHA. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TONNELIER Roger
- Keregasse 22580 PLOUHA
- Code AIOT : 0005509271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 20 juillet 2004 pour une durée de 20 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect de certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 20 juillet 2004.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Changement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exploitant	article 1.8.2.	
8	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.2.	Sans objet
2	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.4.	Sans objet
4	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 2.1.1.	Sans objet
5	Aménagements en périphérie du site	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 2.4.1.	Sans objet
6	Conditions d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 3.5.1.	Sans objet
7	Achèvement de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 5.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met évidence des points de vigilance concernant le changement d'exploitant et la réalisation d'un plan d'exploitation.

Concernant une éventuelle prolongation de l'autorisation d'exploiter, il est rappelé qu'il est possible de demander une telle prolongation 6 mois avant la date d'échéance conformément à l'article R181-49 du Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée sur les terrains correspondant aux parcelles 13 et 23 de la section YK du cadastre de la commune, conformément au plan annexé à cet arrêté. L'ensemble de ces terrains représente une superficie de 17 000 m ² .
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que l'installation est localisée sur les parcelles YK n°13 et 23.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est de 3 000 t. La production moyenne, calculée sur cinq années consécutives, n'excède pas 2 600 t de matériaux par an.
Constats : L'exploitant précise que la production annuelle de 2023 sera inférieure à 1 000 tonnes de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.8.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : En cas de volonté de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Cette demande doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Y sont annexés des documents attestant des capacités techniques et financières ainsi que de la constitution des garanties financières prévues à l'article 6.
Constats : L'exploitant précise que l'installation est passée sous un format de société et que des démarches ont été engagées auprès des services de la Préfecture, cependant cette demande n'aurait pas été actée. L'exploitant doit procéder à la déclaration du changement d'exploitant auprès du Préfet et à la constitution de nouvelles garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que le panneau identifiant l'installation est présent en entrée de site.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Aménagements en périphérie du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 2.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements en périphérie du site
--

Prescription contrôlée :

Un merlon végétalisé est constitué sur tout le périmètre de la carrière.
--

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un merlon périphérique végétalisé.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Conditions d'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 3.5.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accès au site
--

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors, il doit être efficacement interdit par une clôture ou tout dispositif équivalent.
--

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que le site dispose d'un seul accès équipé d'une barrière. L'exploitant précise qu'elle est fermée en dehors des heures d'ouverture de l'installation.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Achèvement de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 5.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Achèvement de la remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit adresser au moins 1 an avant la date d'échéance de l'autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
--

Constats :

L'exploitant précise qu'il n'est pas prévu d'arrêt définitif de l'installation et souhaite renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière.

L'exploitant a la possibilité de demander une prolongation de l'autorisation prévue à l'article R.181-49 du Code de l'Environnement.
--

L'exploitant doit adresser, au moins 6 mois avant l'échéance de l'arrêté d'autorisation, une demande de prolongation conformément à l'article R.181-49 du Code de l'Environnement.
--

La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans de carrières à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pu fournir de plan d'exploitation. L'exploitant doit établir un plan topographique d'exploitation avec l'ensemble des données prévues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites